



## L'EMPLOI DES JEUNES

### Messages clefs :

- ☞ Avec **23% de ses membres au chômage**, la jeunesse est la classe la plus précaire de la société française.
- ☞ **L'échec scolaire** est la « racine » du problème : 140 000 jeunes sortent sans aucun diplôme et 1 jeune sur 5 échoue à l'université.
- ☞ **Le déclassement et la peur du déclassement** sont deux phénomènes de grande ampleur. Non seulement les jeunes n'arrivent plus à s'insérer dans la société, mais surtout le chômage et la peur du chômage **bloquent toute notre société**.
- ☞ **Pour que les jeunes retrouvent une place dans la société, il faut d'abord créer de la richesse**. Ainsi la réflexion sur l'emploi des jeunes amène surtout à libérer les forces de travail de notre pays **en flexibilisant le marché du travail et promouvant l'entrepreneuriat**.
- ☞ **Remettre l'élève au cœur de l'orientation** puis assurer une **transmission intergénérationnelle des compétences** seront aussi gages d'une insertion réussie sur le marché du travail.

## I – LA JEUNESSE : UN ENJEU MAJEUR

- En 2009, le Président de la République a lancé un grand plan en faveur de la jeunesse marquant une rupture avec l'inertie des trente dernières années. « Agir pour la Jeunesse », ce sont **plus d'1,3 milliard destiné à l'amélioration de la situation des jeunes**. La jeunesse est donc devenue un enjeu majeur et **il est urgent d'agir**.
- Il n'existe pas une mais des jeunesses en France. Quelles sont les caractéristiques de la jeunesse française aujourd'hui ?
  - Les jeunes sont avant tout des étudiants: sur les 7,5 millions de 15/24 ans 61% sont scolarisés (2,9% inactifs et 30% actifs occupés).
  - Diplômes : 25% d'entre eux font des études supérieures, 23% sont bacheliers, 17% possèdent un Cap ou un BEP et 20% sortent du système scolaire sans aucun diplôme (140 000 environ). Au final, **1 bachelier sur 5 qui commence des études supérieures en sort sans diplôme**.
  - Les jeunes sont frappés par un chômage de masse : **le taux de chômage est d'environ 23%**. Le taux d'activité des jeunes est d'environ 38% en France contre 60% aux USA ou 50% en Allemagne.

- Les jeunes s'insèrent difficilement sur le marché du travail : 1/4 des jeunes n'a pas décroché un CDI un an après avoir été diplômé. On estime que 35% sont au chômage 5 ans après la fin de leurs études.
  - Les jeunes obtiennent surtout des emplois précaires : 1/3 des jeunes de moins de 25 qui travaillent sont en CDD, contrat aidé ou stage (alors que 71,4 % des diplômés de grandes écoles sont embauchés en CDI).
  - La pauvreté s'accroît rapidement : plus de 21 % des 18-25 vivent sous le seuil de pauvreté aujourd'hui (moins de 910 euros mensuels).
- Loin de s'améliorer la situation des jeunes se détériore rapidement en France. Quelles sont les principales causes de ce phénomène ?
- Le modèle français accorde trop **d'importance au diplôme**. Le diplôme est à la fois un plancher sécurisant et un plafond de verre. On dit parfois que le modèle français est trop élitiste et trop déterministe.
  - **Le système éducatif n'est pas assez ouvert au monde de l'entreprise** : il n'existe pas de passerelles suffisantes entre le monde académique et le monde professionnel.
  - **L'offre de formation de l'enseignement professionnel est abondante mais mal connue** et un même niveau de diplôme peu garantir une bonne insertion (plomberie) ou pas (BTS tertiaire administratif). **L'orientation est donc un facteur clef**.
  - Enfin, le **marché du travail est trop segmenté** et la **multiplication des contrats atypiques** défavorise les jeunes.

## II – LE CHOMAGE ET LA MENACE DU DECLASSEMENT

---

- Pour la première fois depuis trente ans, une majorité de Français estime que leur condition de vie va se dégrader dans les années à venir. La peur du déclassement envahit notre société et bloque l'esprit de réforme :
- ☞ 0,16% de la population française vit dans la rue (selon le chiffre de 100 000 personnes retenu par les associations) ; or, un sondage de 2008 montre que 60% des personnes interrogées estiment pouvoir devenir SDF un jour.
- Le déclassement, c'est quoi ?
1. C'est d'abord perdre son emploi ; ensuite vivre une période de chômage (en moyenne plus longue en France que dans n'importe quel autre pays développé) ; puis être condamné à ne retrouver que des emplois précaires.
- ☞ **Le déclassement frappe en priorité les ouvriers et les employés, surtout dans les PME.**
  - ☞ L'exposition au chômage dépend encore grandement des milieux d'origine (10% pour les enfants de cadre, 19% pour les enfants d'ouvriers). Mais les écarts ont diminué de

moitié en vingt ans : **les inégalités ont fortement reculés dans notre pays de ce point de vue.**

2. Une autre forme de déclassement survient quand les enfants ne parviennent pas à se faire une place dans la société. **Ce risque n'est nulle part aussi élevé qu'en France et nulle part réparti de façon aussi inégalitaire.**

*En 2008, parmi les jeunes sortis de l'école depuis moins de 5 ans, 47% des non-diplômés sont au chômage contre 7% des diplômés du supérieur. Un écart de 40 points jamais atteint par le passé.*

- ☞ Ce déclassement, et la peur qui va avec, vient du fait que ce que l'on pourrait perdre est tellement fondamental, constitue à tel point le socle de tout notre être social, que **le seul risque suffit à nourrir une anxiété dans toute la société.**

- L'un des principaux facteurs qui explique le déclassement n'est pas la perte de valeur des diplômes, mais au contraire dans **la valeur exorbitante que les diplômés ont fini par acquérir** et dans l'énormité de ce qu'un échec scolaire fait perdre.

*Aujourd'hui, les jeunes sans diplômes sont 4 fois moins nombreux que les diplômés du supérieur et 3 fois moins nombreux que les bacheliers (c'est la proportion exactement inverse au milieu des années 1970). Les diplômés sont donc de plus en plus nécessaires mais de moins en moins suffisants.*

- ☞ **Le malaise français ne vient pas de la perte de valeur des diplômes, mais au contraire de la peur d'échouer à l'école.**

- **Le déclassement accroît donc fortement les inégalités entre les diplômés et les non-qualifiés.** En effet, le taux de chômage des diplômés est résiduel après quelques années de carrière alors que c'est de moins en moins le cas pour les moins diplômés. L'avantage des diplômés ne vaut pas que pour l'accès au marché du travail, mais tout au long de la vie active.

*L'accession aux postes de responsabilité est supérieure de 60 points pour les diplômés du supérieur par rapport aux bacheliers.*

- C'est ainsi qu'il faut comprendre la réticence des nouvelles générations de fonctionnaires vis-à-vis de la réforme de l'Etat. Elle exprime la révolte de jeunes salariés qui refusent toute perspective d'érosion d'un statut qu'ils sont parvenu à obtenir à **un coût très élevé en termes de qualifications** (en moyenne les fonctionnaires sont plus diplômés et moins rémunérés que les salariés du privé pour un niveau de responsabilité équivalent). Remettre en cause le statut c'est rompre un contrat unilatéralement et ne pas reconnaître leurs efforts passés, selon eux.

### III – LES MESURES A PRENDRE

---

- **Protéger les travailleurs et sécuriser les emplois ?**

- ☞ **Les pays où les pertes d'emplois suscitent le plus de peur sont paradoxalement ceux où les emplois sont les plus protégés et les statuts les plus difficiles à perdre.** Le Portugal est à la fois le pays où les salariés avec une certaine ancienneté sont les plus protégés et le pays où seulement 25% de salariés sont satisfaits de leur situation. A l'inverse, 70% d'entre se disent satisfaits au Danemark ou en Irlande alors que les protections de l'emploi sont très réduites.

- ☞ **Il faut éviter, même si c'est naturel, de « protéger les protégés ».** Trop souvent pendant les récessions le premier geste consiste à renforcer les positions de ceux qui ont un emploi stable, au détriment de ceux qui vivent à la périphérie de l'emploi.
- ☞ **Rendre plus coûteux les licenciements évite les destructions d'emplois, mais ralentit l'embauche.** L'augmentation de la protection de l'emploi crée davantage d'inégalités entre les diplômés et les non-diplômés, et suscite un sentiment d'insécurité plus fort pour tout le monde.

➤ **Libéraliser le marché du travail ?**

- ☞ Rendre moins coûteux les licenciements, voire simplifier la procédure, conduit bien souvent à renforcer les inégalités.
- ☞ Les sociétés d'Europe occidentale ne sont pas particulièrement inégalitaires par rapport aux sociétés anglo-saxonnes, mais l'ordre social y repose sur des inégalités plus statutaires et permanentes. **Le problème de fond n'est pas l'inégalité mais la nature de l'inégalité : est-elle due au travail et au mérite, ou à la sauvegarde d'un statut et à l'absence de toute mobilité sociale ?**

➤ **Les propositions des Jeunes Populaires :**

☞ **Rendre plus flexible le marché de l'emploi**

Proposition : Modifier le droit du travail pour réduire la fracture « insiders/outsideurs », « diplômés/peu qualifiés ».

Proposition : Ouvrir un grand débat public que la baisse des coûts du travail et notamment des charges sociales.

☞ **Mettre en place un transfert intergénérationnel des compétences**

Proposition : Renforcer la variabilité d'une partie de la rémunération pour les postes de cadre en fonction des performances et supprimer l'augmentation à l'ancienneté dans la fonction publique.

Proposition : Instaurer un système de parrainage entre les générations au sein des entreprises et de l'administration et développer le mécénat de compétences.

☞ **Mettre l'élève au cœur de l'orientation**

Proposition : Mettre en place un grand système national de l'Orientation, en créant des Pôles Orientation régionaux qui rassemblent tous les acteurs concernés.

Proposition : Proposer en Terminale des tests d'aptitude et de personnalité, anonymes, volontaires et à l'usage exclusif des jeunes, permettant aux lycéens d'évaluer objectivement leurs chances de réussite dans une filière et/ou dans une branche professionnelle.

Proposition : Organiser, durant les heures de vie de classe, des interventions régulières d'actifs pour une présentation de leur métier auprès des élèves, en sollicitant en priorité les parents d'élèves.

Proposition : Faire publier par chaque lycée des statistiques sur le devenir de ses bacheliers.

Proposition : Faire publier par les Universités les statistiques des taux d'emploi et des salaires moyens à la fin des cursus qu'elles proposent (évolution des taux d'insertion, comparaison par rapport à d'autres formations, rémunérations des diplômés, mobilité des étudiants, etc.).

### **Généraliser l'apprentissage et valoriser les stages**

Proposition : Généraliser l'enseignement en alternance à l'Université.

Proposition : Rendre l'apprentissage automatique dans toutes les formations professionnelles.

Proposition : Rémunérer les stages dès le 1er mois travaillé.

Proposition : Lutter efficacement contre les emplois déguisés.

### **Valoriser l'entreprise et l'entrepreneuriat**

Proposition : Assouplir les conditions de passage du statut d'auto-entrepreneur au statut d'entreprise de type SARL

Proposition : Créer dans le programme pédagogique d'une option « Découverte du monde de l'entreprise et création d'entreprises » en terminale, animée par un binôme professionnel-professeur

Proposition : Créer une « mission de l'adéquation formation/besoins du bassin d'emploi » dans chaque région.